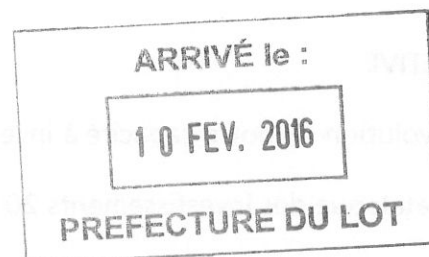


**DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE (DOB) 2016
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND CAHORS**

*« Nous sommes là pour accomplir une œuvre,
non pour négocier des avantages
mais pour rechercher
notre avantage dans l'avantage commun »*

Jean Monnet



INTRODUCTION

I- LES CONTRAINTES DU DOB COMMUNAUTAIRE

A- Contexte économique et financier

- 1- Environnement économique
- 2- La loi de finances 2016

B- Les contraintes du budget communautaire

- 1- Les objectifs
- 2- Les conditions de l'équilibre budgétaire

II- LES DONNEES « DYNAMIQUES » DU BUDGET

- A- La dotation globale de fonctionnement (DGF)
- B- Les économies réalisées en 2015
- C- L'évolution rétrospective du résultat
- D- Les recettes fiscales de la communauté
- E- La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)
- F- Le FPIC
- G- L'investissement 2015
- H- L'encours de dette
- I- Evolution des effectifs et Schéma de mutualisation

III- PROSPECTIVE

- A- Evolution de notre capacité à investir
- B- Catalogue des investissements 2016 (à arbitrer)

IV- LES BUDGETS ET STRUCTURES ANNEXES

V- SYNTHESE

VI – ANNEXES –

- A- Les tableaux de bord
- B- La fiscalité par communes, sur le territoire en 2015

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) constitue un moment essentiel de la vie d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales. A cette occasion, sont notamment définies sa politique d'investissement et sa stratégie financière. Cette première étape du cycle budgétaire est également un élément de la commission financière.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante :

- de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif ;
- d'être informée sur l'évolution financière de la communauté d'agglomération.

Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière et fiscale de leur communauté d'agglomération.

1. LES CONTRAINTES DU DOB COMMUNAUTAIRE

A- Contexte économique et financier

1- Environnement économique

La croissance du PIB est faible en 2015, signe de résorption du retard pris depuis la crise de 2014, plutôt que d'une réelle reprise de l'économie. De 1990 à 2011, la croissance du PIB était essentiellement liée à la consommation des ménages et aux dépenses des administrations publiques. Mais cette année, le taux d'épargne des ménages baisse avec des conséquences à terme sur l'investissement immobilier. Par ailleurs, l'Etat privilégie le levier que constitue l'investissement des entreprises.

Indice des prix (hors tabac) : 0,10% en 2015, après 0,40% en 2014 et une prévision de 1% pour 2016.

2- La loi de finances 2016

Le premier objectif de la loi de finances 2016 reste, comme en 2014 et 2015, la réduction du déficit public. Ainsi, la trajectoire des finances publiques présentée par le Gouvernement doit permettre de ramener le déficit public sous la barre des 3% en 2017. L'ensemble des prévisions de réduction du déficit est fondé sur une hypothèse de croissance de 1% en 2016.

Le déficit 2014 est de 3,9% dont 0,20% par les collectivités (mais ce pourcentage a augmenté entre 2011 et 2014)

Rappel : Pour l'Etat, le déficit représente la hausse de l'encours de la dette. Pour les collectivités, le déficit budgétaire est égal aux résultats par section (dépenses déduction faite des recettes, en sachant que l'emprunt ne peut financer que les opérations d'équipement)

La loi de programmation 2014/2019 avait fixé comme objectif d'évolution des dépenses publiques (fonctionnement + investissement (hors dette)) :

- + 0,5% en 2015 ;
- + 1,2% pour les communes en 2016
- + 0,6% pour communauté 2016

● Nouvelle enveloppe normée

Le Fond de Compensation de la TVA a intégré l'enveloppe normée en 2016 avec pour conséquence un prélèvement sur les autres dotations en cas de réforme ou d'augmentation du volume remboursé. Par ailleurs les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de voirie, ainsi que le financement du plan France Haut débit (dépenses d'aménagement numérique réalisées entre 2016 et 2022) sont désormais éligibles au FCTVA.

● Les concours financiers de l'Etat

La réforme de la DGF – article 150

Projet voté mais reporté pour application en 2017 (idem pour la péréquation) donc si pas de révision en Loi de Finances Rectificative, applicable en l'état.

➤ Constat : A l'origine, la DGF devait permettre à chaque collectivité de créer des services publics, même sans richesse fiscale, donc l'objectif était de corriger les inégalités de distribution des bases fiscales sur le territoire. Ce qui n'est pas le cas actuellement.

La mise en place d'un montant forfaitaire unique de 75,22€ /hab pour tous alors que la richesse fiscale est différente, éloigne de l'objectif initial. Les potentiels fiscaux de 2015 sont très proches de ceux de 1991 => la richesse fiscale n'a pas beaucoup changé de territoire.

La structure de la DGF de 1985 était équivalente à celle de 2016 = dotation de base + dotation de péréquation + dotation de compensation des charges (voirie/ logements sociaux/élèves en 1985) + garantie. Elle a été forfaitisée en 2004 pour être ré-éclatée en 3 parts (base avec coef de 1 à 2 ; + superficie + garantie) et à nouveau forfaitisée en 2015.

➤ REFORME DGF des Interco (dotation interco+ compensation)

A l'inverse des communes, la réforme de la DGF augmenterait la péréquation, malgré la suppression de référence de catégorie (Même montant pour tous alors que toutes les communes n'ont pas les mêmes compétences exercées, ni la même base fiscale (additionnelle ou FPU)

3 parties :

- dotation centralité : Si EPCI à FPU de 15 à 45 €/hab selon la population de l'EPCI => répartition en fonction du CIF entre la communauté et les communes (territorialisation car répartition différente possible à l'unanimité, idem FPIC) puis répartie entre communes en fonction du poids dans l'ensemble et d'un coef (puissance 5)=> impact selon le nombre de communes dans l'interco et la taille de chacune.
- dotation de péréquation : 49 €/hab si éligible (potentiel fiscal < à 1,5 fois moyenne de la strate de la catégorie)
- dotation intégration = 21 €/hab *CIF*pop

Un dispositif de lissage de +/- 5% par an est prévu, ainsi qu'une garantie de non-diminution (si potentiel fiscal < 50% de la catégorie et/ou si le CIF > 50% (d'ici 1/1/2017)

La contribution au redressement de la France

Après une première contribution de 1,5 milliard d'euros en 2014, un prélèvement supplémentaire de 3,67 milliards a été opéré en 2015 à répartir entre communes, EPCI, départements et régions. La contribution 2016 devrait être identique à celle de 2015.

	Bloc communal	Départements	Régions	Total
Part dans les recettes totales (données 2013)	56,4%	31,4%	12,2%	
Contribution 2016	2 071 M€	1 148 M€	451 M€	3 670 M€
Contribution 2015	2 071 M€	1 148 M€	451 M€	3 670 M€
Contribution 2014	840 M€	476 M€	184 M€	1 500 M€
Contribution cumulée 2014/2016	4 982 M€	2 772 M€	1 086 M€	8 840 M€

Au sein du bloc communal, la clé de répartition retenue en 2014 est reconduite. La contribution de 2.071Md€ est répartie à hauteur de :

- 70% pour les communes soit 3 488 M€
- 30% pour les EPCI, soit 1 495 M€

Le taux de prélèvement de 2016 est estimé à 4,45 % des recettes de fonctionnement 2014 pour les communes et de 5,90 % pour les EPCI, soit une évolution respectivement de + 1,85 %, et de + 2,51 % en 2016 par rapport à 2015.

● Les autres dispositions

- La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives foncières (art 98)

Pour 2016, la revalorisation forfaitaire de l'ensemble des valeurs locatives, applicables aux taxes foncières (TF), à la taxe d'habitation (TH) et à la cotisation foncière des entreprises (CFE), s'élève à 1% (chiffre inflation prévisionnelle pour 2016)

La mise en œuvre de la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels a été repoussée d'un an, soit 1/1/2017. Les simulations de la réforme des locaux des particuliers devraient débuter en 2016.

Cette réforme importante va générer de grosses disparités par rapport à l'existant (environ 60% gagnants / 40% perdants malgré un lissage prévu dans le temps) d'où un fort mécontentement à prévoir.

- FPIC (art 162)

La loi de finances 2016 a décalé d'un an la montée en puissance : 1,9% en 2016 soit 1 milliard d'euros répartis contre 2% prévu. Les mécanismes du FPIC ont été simplifiés (répartition libre possible à l'unanimité du conseil communautaire ; exonérations et délais pour délibérer).

B- Les contraintes du budget communautaire

1- Les conditions de l'équilibre budgétaire

Les conditions de l'équilibre budgétaire sont fixées par des ratios. Deux d'entre eux semblent plus pertinents pour apprécier l'état de la communauté d'agglomération et servent de base à la notation des banquiers (attribution et conditions des prêts) :

- a. l'épargne nette (ou capacité d'autofinancement, ou épargne disponible)
- b. l'emprunt d'équilibre.

a - L'épargne nette est définie comme suit :

Recettes réelles de fonctionnement

- dépenses réelles de fonctionnement (hors intérêts de la dette)

A = épargne de gestion

- annuité des intérêts

B = épargne brute ou excédent de fonctionnement

- annuité en capital
-

C = épargne nette (épargne disponible ou capacité d'autofinancement)
(Plus l'épargne nette est positive, plus la collectivité pourra autofinancer ses projets)

b- L'emprunt d'équilibre, quant à lui, se calcule ainsi :

Epargne nette (a)

+ Recettes propres d'investissement (FCTVA, subventions...)

- Dépenses d'investissement

= Emprunt d'équilibre

(Plus l'emprunt d'équilibre est élevé, plus l'annuité augmente, donc l'épargne brute diminue et l'épargne nette devient insuffisante)

II - LES DONNEES « DYNAMIQUES » DU BUDGET

La synthèse du DOB 2015 mettait en évidence la difficulté de boucler les budgets futurs liée essentiellement à la baisse de la DGF de 3 M€ à horizon 2017. Il prônait :

- l'intérêt de maintenir 1 Million d'épargne nette
- 2 millions maximum d'emprunt annuel d'équilibre, soit l'équivalent du montant de capital remboursé annuellement (ce qui permet de financer environ 5 Millions d'investissement).
- la mise en place de procédures permettant de maintenir voire diminuer les charges de fonctionnement
- se séparer d'immeubles déficitaires
- réduire nos investissements

A - La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) *

Dotation d'Intercommunalité	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 estimée
Population DGF	40311	40679	40967	42844	45979	45761	45944
DGF notifiée en K€	4488	4529	4561	4770	4582	3636	2715
DGF/hab euros	111,33	111,33	111,33	111,33	99,67	79,45	59,09
Dotation de compensation	2889	2786	2745	2703	2708	2649	2596
	7377	7315	7306	7473	7290	6285	5311

En 2015, la dotation d'intercommunalité a diminué de 20,2€ par habitant soit une perte annuelle pour la collectivité de 927k€, et de 1 188K€ par rapport à la DGF 2013. En 2016, la perte supplémentaire, identique à celle de 2015, devrait être enregistrée, soit une perte cumulée de 2 162 K€ par rapport à 2013.

Pour ne pas voir la dotation d'intercommunalité baisser, la communauté d'agglomération doit agir sur son coefficient d'intégration fiscale (CIF) et ce, soit par une augmentation des ressources fiscales soit par de nouveaux transferts de charges. En effet, si le CIF de la collectivité atteint 50%, elle bénéficiera de la garantie sous condition de CIF c'est-à-dire qu'elle percevra au minimum la dotation de l'année N-1.

Pour mémoire, l'évolution du CIF de la collectivité a été le suivant :

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
CIF	0,617286	0,300156	0,333636	0,255865	0,407341	0,421305
CIF MOYEN STRATE	0,317329	0,340680	0,333636	0,293156	0,342177	0,345800

*Rappel perspective de Ressources consultant DOB 2015 (avant réforme de la DGF prévue dans la LFI 2016) **

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dotation de base	671	676	684	677	670	663
Dotation de péréquation	1977	1981	2001	1975	1950	1925
Dotation d'interco spontanée	2648	2657	2685	2652	2620	2588
Garantie	2216	1943	1790	1768	1746	1725
Dotation d'interco avant minorations	4864	4600	4475	4420	4366	4313
Ponction RCP	-281	-964	-1710	-2452	-2452	-2452
Dotation d'intercommunalité	4583	3636	2765	1968	1914	1861
Dotation de compensation	2708	2650	2599	2550	2495	2381
DGF	7291	6286	5364	4518	4409	4242
Compensations fiscales	381	408	386	363	345	354
DGF "large"	7672	6694	5750	4881	4754	4596

*Ne tient pas compte de la diminution de la population constatée fin 2015

⇒ **Soit une diminution sur la période 2014-2019 de la DGF « large » de 3M€**

B - Les économies réalisées en 2015 :

- 1 - Des réorganisations de service autour de 150 000 €
(50 000 € de réorganisation de la cuisine centrale par la fusion des 2 unités de production et au titre du restaurant administratif, 50 000€ de réorganisation du parc auto et 15000 € de 1ère économies sur la réorganisation des OM)
- 2- Des non remplacements ou reports de recrutements lors des départs d'agents : 300 000 €
- 3- Une diminution sensible des charges de fonctionnement : 600 000 €
(fournitures et entretien de voirie du fait de l'amélioration du réseau - 280K€; location Algeco suite aménagement Caviole -25 k€, fluides -29 k€, assurance - 60 k€, téléphonie -21 K € ...)
- 4- Octroi de la montée progressive du FPIC au profit de la communauté permettant le maintien d'une DSC réduite aux communes tout en leur conservant le même niveau de recettes qu'en 2014 FPIC+DSC : 240 000 €
- 5- Limitation à 2 M€ d'emprunt contractés en 2015 pour financer les 5,3 M€ de travaux et d'équipements

Soit une épargne nette 2015 estimée donc à 2 M€

Toutes ces actions ont permis d'économiser 1,3 M € de fonctionnement sur l'année 2015.

Ceci ne comble pas le manque à gagner de 3M€ de perte prévisible sur la DGF à horizon 2017 mais le réduit de manière significative.

C Evolution de l'épargne

I. CHAÎNE DE L'EPARGNE

K€	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Produits de fct courant	25 293	28 067	28 686	29 569	31 778	30 721
- Charges de fct courant	21 073	22 815	25 038	25 720	26 830	25 664
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	4 220	5 252	3 648	3 849	4 948	5 057
+ Solde exceptionnel large	92	3	-108	35	106	-197
= Produits exceptionnels larges*	109	44	83	179	216	45
- Charges exceptionnelles larges*	17	41	191	144	110	242
= EPARGNE DE GESTION (EG)	4 311	5 255	3 540	3 884	5 054	4 860
- Intérêts	649	557	801	1 281	934	882
= EPARGNE BRUTE (EB)	3 662	4 699	2 740	2 602	4 120	3 978
- Capital	1 265	1 290	1 411	1 895	1 895	1 909
= EPARGNE NETTE (EN)	2 397	3 409	1 328	707	2 225	2 069

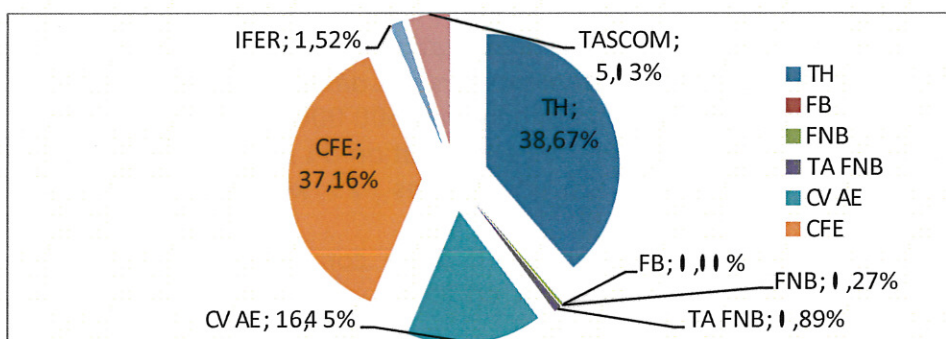
* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)

D -Les recettes fiscales 2015 de la communauté

Les recettes de fiscalité incluent la revalorisation réglementaire 2015 ainsi que la dynamique des bases, sans hausse des taux de fiscalité communautaire.

	ANNEE 2013			ANNEE 2014			ANNEE 2015				Prévision 2016		
	Bases	Taux	Pdt	Bases	Taux	Pdt	Bases	Taux	prévu	perçu	Bases	Taux	prévu
TH	54 375 863	8,08%	4 412 275	57 823 160	8,08%	4 672 111	58 558 000	8,08%	4 731 486	4 820 407	59 729 160	8,08%	4 826 116
FB	44 464 000		0	47 437 000		0	47 535 573				48 486 284		
FNB	360 100	7,49%	27 428	437 400	7,49%	32 919	444 600	7,49%	33 301	33 562	453 492	7,49%	33 967
TA FNB			84 181			104 093			111 477	111 478			111 477
CVAE			1 931 713			1 963 678			2 048 687	2 050 505			2 071 010
CFE	12 465 000	32,78%	4 079 763	13 912 000	32,78%	4 552 104	14 135 000	32,78%	4 632 538	4 632 538		32,78%	4 678 863
IFER			138 659			184 042			185 707	189 824			189 824
TASCOM			593 139			598 446			628 369	626 675			632 942
TOTAL			11 267 158			12 107 393			12 371 565	12 464 989			12 544 199
prelevement GIR			396 998			421 097			421 097	463 311			464 000
Total perçu			10 870 160			11 686 296			11 950 468	12 001 678			12 080 199
Role sup			39 741			227 611				51 210			
FPIC													
ATTRIBUTION			129 156			299 044			0	0			0
REVERSEMENT			1 358			0			0	0			0
TOTAL			11 037 699			12 212 951				12 001 678			

Répartition des recettes fiscales de la communauté en 2015 par type d'impôt :



Comparatif Taux intercommunalités 2015

	Taux interco 2015		
	TH	TF	CFE (tmp)
Agen	9,71 %	1,11 %	28,81 %
Albi	11,54 %	1,11 %	37,51%
Auch	13,21%	1,11 %	39,72%
Brive	7,16%	1,11 %	31,72%
CAHORS	8,08%	0,00%	32,78%
Castres	9,82%	1,11 %	34,99%
Figeac	7,92%	5,11 %	32,48%
Montauban	10,99%	3,37%	33,32%
Rodez	7,46%	1,11 %	31,75%
Villeneuve sur Lot	11,92%	1,73%	29,99%

Mise en perspective

Les bases de TH, TF et CFE sont revalorisées de 1% en 2016 (LFI 2016). L'hypothèse de croissance des bases dans la prospective, reste prudente avec un taux d'évolution global de 1,8% pour la CFE, et de 1,7% pour la TH.

E - FPIC

Concernant le FPIC, en 2014, la communauté et ses communes membres ont été à la fois contributeurs et bénéficiaires du fonds avec un solde positif. De 2015 à 2019, l'ensemble intercommunal resterait bénéficiaire du fonds.

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Hypothèse FPIC Territoire	734	973	1323	1529	1575	1622	1671

Dans la prospective réalisée, la montée en puissance du FPIC est conservée par la Communauté (soit une recette supplémentaire de 501k€ à terme) et le montant FPIC+DSC 2014 est stabilisé pour les communes.

F La TEOM

Depuis 2015, le service collecte et traitements des déchets est suivi comptablement dans un budget annexe. Les dépenses de fonctionnement et d'investissement sont financées principalement par la TEOM (estimation 2016 à taux constant à 5 955 000€) et la redevance spéciale (estimation 2016 à 220 000€). Les bases de TEOM ont évolué en 2014 compte tenu de l'extension du périmètre. En 2016, l'évolution réglementaire des bases est de 1%. Par ailleurs, compte tenu des dynamiques observées sur les dernières années, l'évolution physique des bases est envisagée à hauteur de 1%.

La réorganisation du service des Ordures Ménagères permet d'entrevoir en année pleine une économie de 150 000 € environ qui a commencé à produire ces effets dès 2015.

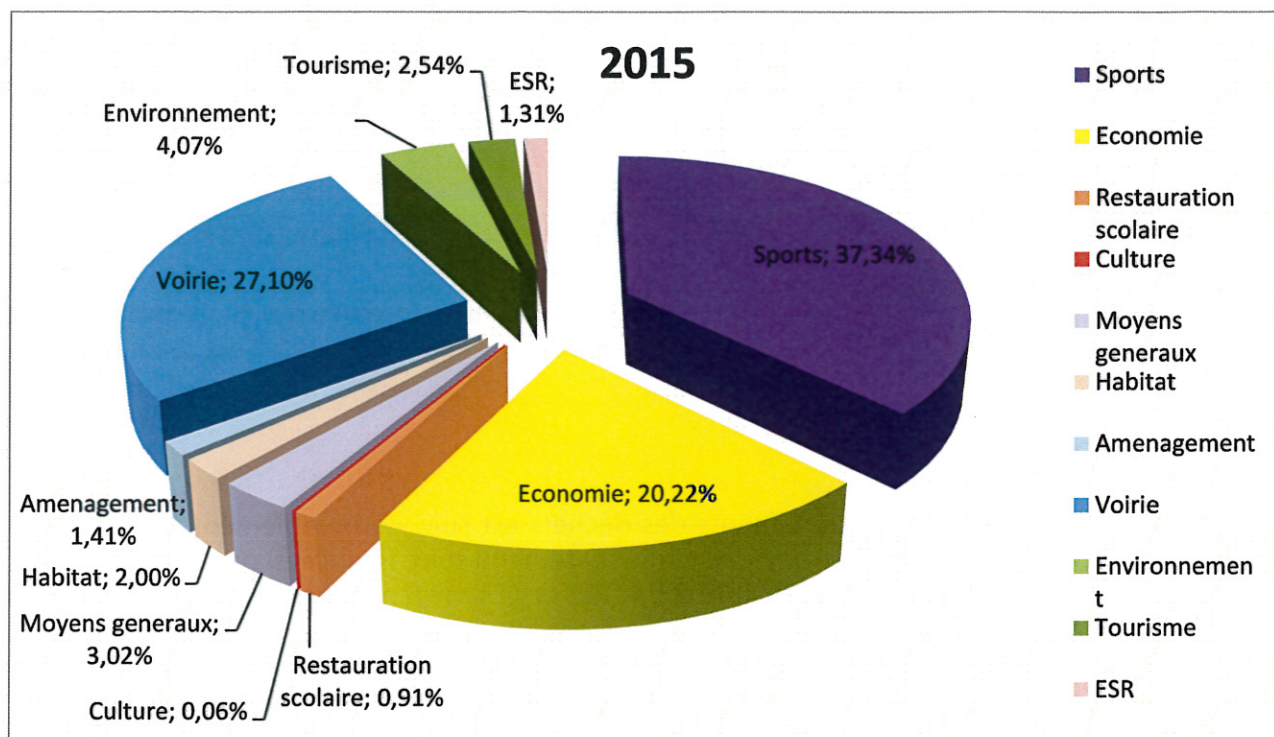
A cet instant, l'équilibre du budget 2016 est assuré sans hausse du taux de TEOM

Données de TEOM

TEOM	2 013			2 014			2 015			perçu	estimation 2016		
Urbain	32 728 843	12,14%	3 973 282	33 251 790	12,87%	4 279 505	33 645 001	12,87%	4 330 112	13 106	33 981 451	12,87%	4 373 413
Rural	12 605 196	9,30%	1 172 283	15 003 560	10,23%	1 534 864	15 308 122	10,23%	1 566 021	13 106	15 461 203	10,23%	1 581 681
Total			5 145 565			5 814 370			5 896 133	5 909 239			5 955 094
						13,00%				1,63%			1%

G – L'investissement 2015 (Budget Principal et annexes)

		2010	en %	2011	en %	2012	en %	2013	en %	2014	en %	2015	en %
	Sports	929 724,25 €	13,76%	1 891 351,21 €	19,91%	4 023 368,76 €	33,76%	5 951 549,23 €	48,15%	3 851 562,18 €	37,34%	567 231,39 €	11%
	Economie	1 376 790,45 €	20,38%	1 200 284,66 €	12,64%	913 512,18 €	7,66%	1 229 063,51 €	9,94%	2 085 848,43 €	20,22%	777 275,79 €	14%
	Restauration scolaire	21 026,41 €	0,31%	56 897,10 €	0,60%	253 136,36 €	2,12%	20 843,28 €	0,17%	93 461,13 €	0,91%	41 600,04 €	1%
	Culture	161 767,49 €	2,39%	135 558,47 €	1,43%	29 073,15 €	0,24%	54 844,66 €	0,44%	5 815,29 €	0,06%	18 028,63 €	0%
	Moyens généraux	930 237,12 €	13,77%	792 004,85 €	8,34%	740 832,98 €	6,22%	406 063,70 €	3,28%	311 887,17 €	3,02%	266 834,72 €	5%
	Habitat	503 077,14 €	7,45%	587 153,57 €	6,18%	1 034 283,72 €	8,68%	258 797,68 €	2,09%	206 602,54 €	2,00%	124 987,43 €	2%
	Amenagement	340 522,02 €	5,04%	529 568,91 €	5,58%	196 288,18 €	1,65%	171 912,51 €	1,39%	145 906,64 €	1,41%	144 379,25 €	3%
	Voirie	970 117,70 €	14,36%	2 717 490,18 €	28,61%	2 877 392,38 €	24,14%	3 611 525,62 €	29,22%	2 795 537,66 €	27,10%	2 254 824,62 €	42%
	Environnement	671 511,30 €	9,94%	754 150,46 €	7,94%	1 587 829,41 €	13,32%	361 069,88 €	2,92%	420 090,33 €	4,07%	320 419,84 €	6%
	Tourisme	851 423,34 €	12,60%	834 323,57 €	8,78%	194 237,52 €	1,63%	147 362,69 €	1,19%	261 709,35 €	2,54%	872 103,17 €	16%
	ESR	- €	0,00%	90,00 €	0,00%	69 244,53 €	0,58%	148 223,06 €	1,20%	135 339,30 €	1,31%	- €	0%
		6 756 197,22 €		9 498 872,98 €		11 919 199,17 €		12 361 255,82 €	100,00%	10 313 760,02 €	100,00%	5 387 684,88 €	100%



H – L'encours de dette

Les conditions de prêt aux collectivités se sont à nouveau durcies : la santé financière de la collectivité est primordiale pour obtenir des taux intéressants. D'autre part, l'encours consolidé, intégrant la dette des structures annexes et syndicats à hauteur du % de participations est désormais pris en compte.

La maîtrise des ratios devient un pré-requis pour notre collectivité.

Consolidé

	Dette à l'origine	Capital au 01/01/2016	%	Annuité	Intérêts + frais	Capital	Capital au 31/12/2016
BUDGET Principal	36 596 746,89	22 403 946,46	78%	2 421 337,04	841 761,21	1 579 575,83	20 824 370,63
OM	1 865 682,45	1 574 509,50	5%	322 045,76	51 514,91	270 530,85	1 303 978,65
IMMO ENT	365 877,64	8 902,16	0,03%	9 024,47	122,31	8 902,16	-
TRANSPORTS	1 705 700,00	1 160 198,92	4%	201 181,37	31 969,30	169 212,07	990 986,85
ZONE AMENAGEMENT	1 000 000,00	763 810,00	3%	74 988,28	29 088,18	45 900,10	717 909,90
SMOCS % part CAGC 54,50%	3 193 990,96	1 860 908,20	6%	307 959,07	38 284,94	269 674,13	1 591 234,06
SMOCUC % part CAGC 55%	1 756 695,03	1 023 499,51	4%	64 254,46	23 913,91	40 340,55	875 178,74
Encours consolidé	46 484 692,97	28 795 774,74	100%	3 400 790,45	1 016 654,76	2 384 135,69	26 303 658,83

Emprunts encaissés en 2015 :

- sur le budget principal, compte tenu de la trésorerie du Grand Cahors, seul l'emprunt de reports 2014 de 2M€ contracté auprès de la Banque Postale a été encaissé (Taux fixe 2.13% constant trimestriel sur 20 ans). Le report 2015 de 1M€ contracté auprès du crédit foncier (taux fixe 2,06% progressif annuel sur 15 ans) sera versé fin du premier semestre 2016.
- 330 000 € sur le budget transports collectifs à la Banque Postale (taux fixe 1,61% durée 10 ans, échéance trimestrielle) au titre des reports 2014.
- 260 000 € sur le budget SMOCS aéroport à la Caisse d'épargne (taux fixe 2,54% durée 15 ans capital progressif, échéance trimestriel)
- Reports 2015 sur le budget OM de 400 000€ signé auprès de la société générale (Taux fixe de 1,60%, linéaire trimestriel sur 10 ans) qui sera encaissé au 31/5/2016.

Encours du Budget Principal :

Contrat /Libellé		Durée (année)	Taux %	Dette à l'origine	Capital au 01/01/2016	Annuité	Intérêts + frais	Capital	Capital au 31/12/2016	Organisme prrêteur
0928956	PRET PROJET URBAIN FIF - MEDIATHEQUE	15	4,20	1 524 490,17	95 962,37	98 257,71	2 295,34	95 962,37	0,00	C DEPOTS ET CONSIGN
MON279778CHF	MON279778CHF GLOBALISATION EMPRUNT SUISSE	20	4,48	1 524 490,17	603 829,23	116 993,90	27 051,55	89 942,35	513 886,88	DEXIA - CLF
LT069026	LT 069026 GLOBALISATION 2005	20	2,30	2 000 000,00	1 026 310,00	117 330,28	23 605,13	93 725,15	932 584,85	C.R.C.A.
07612839	GLOBALISATION 2006 CONTRAT 07612839	20	3,60	1 000 000,00	672 567,44	75 727,20	23 512,80	52 214,40	620 353,04	BANQUE POPULAIRE OCCITANE
07003521	Globalisation 2007 CONTRAT 07003521	25	4,40	2 000 000,00	1 611 448,24	136 600,43	70 903,72	65 696,71	1 545 751,53	BANQUE POPULAIRE OCCITANE
MIN279720 EUR MIN26	MIN 279720EURGlobalisation 2008	20	4,52	5 000 000,00	3 312 500,00	395 487,50	145 487,50	250 000,00	3 062 500,00	DEXIA - CLF
51322930663	Acquisition centre vac de Catus appartenant à la Poste (E219 CONTRAT 51322930663	15	4,28	333 875,00	97 931,01	30 277,48	3 769,76	26 507,72	71 423,29	C.R.C.A.
50014642166	Restauration maison Lagaspie (E216) CONTRAT 50014642166	15	4,15	255 000,00	48 997,71	22 921,96	1 706,07	21 215,89	27 781,82	C.R.C.A.
63330516250	Murs et ponts 2008 (E55) CONTRAT 63330516250	10	4,63	213 200,00	63 960,00	23 911,18	2 591,18	21 320,00	42 640,00	C.R.C.A.
90823091365	Plage aux ptérosaures 1ère tranche (E56)	14	4,37	137 000,00	77 297,48	13 287,45	3 751,24	9 536,21	67 761,27	C.R.C.A.
07041461	Travaux de voirie 2009 + travaux cuisine Blanchard (E60) CONTRAT 07041461	10	3,91	270 000,00	113 724,02	32 751,72	4 028,87	28 722,85	85 001,17	BANQUE POPULAIRE OCCITANE
07041463	Acquisition d'une remorque+un camion+équipement base Lac Vert CONTRAT 07041463	7	3,42	213 915,00	25 433,52	25 869,66	436,14	25 433,52	0,00	BANQUE POPULAIRE OCCITANE
7118914	Travaux de réhabilitation de la poste de Catus (E48) CONTRAT 7118914	20	3,90	330 000,00	227 591,60	23 839,56	8 655,81	15 183,75	212 407,85	C EPARGNE MIDI PYRE
7087006	Travaux investissement voirie 2006 (E44)	10	3,70	169 100,00	19 846,90	20 308,00	461,10	19 846,90	0,00	C EPARGNE MIDI PYRE
7117764	Palulos, tx Blanchard, étude, tx bois, équipement lac (E52)	15	3,85	132 000,00	79 588,77	11 748,04	3 064,17	8 683,87	70 904,90	C EPARGNE MIDI PYRE
7118962	Investissement voirie 2007 (E50) CONTRAT 7118962	10	3,70	170 000,00	39 183,71	20 416,12	1 185,01	19 231,11	19 952,60	C EPARGNE MIDI PYRE
7118941	Mur+pont 06 conteneurs 06 acq matériel 06-étude de chauff- étude de régnac... (E51)	10	3,75	70 000,00	16 133,54	8 523,30	605,01	7 918,29	8 215,25	C EPARGNE MIDI PYRE
07041460	Travaux d'oisement de Boissières (E61)	15	4,40	150 740,00	101 959,60	13 781,00	4 331,74	9 449,26	92 510,34	BANQUE POPULAIRE OCCITANE
MON279721EUR.001 MON	MON279721EUR.001 prog invest 2011 MON 276571EUR	15	4,73	1 000 000,00	798 012,64	93 467,48	36 749,82	56 717,66	741 294,98	DEXIA - CLF
70000768478	INVESTISSEMENT 2011	20	5,01	1 500 000,00					0,00	C.R.C.A.
MON279722EUR MON2770	MON279722EUR INVESTISSEMENT 2011	15	5,56	1 000 000,00	821 564,27	98 723,36	44 562,70	54 160,66	767 403,61	DEXIA - CLF
70000769279	INVESTISSEMENT 2011	20	5,16	1 500 000,00					0,00	C.R.C.A.
8155997	EMPRUNT N°8155997 INVESTISSEMENT 2012	20	5,64	2 000 000,00	1 820 735,28	169 307,94	102 689,47	66 618,47	1 754 116,81	C EPARGNE MIDI PYRE
1210600	INVESTISSEMENT 2011	15	4,51	3 000 000,00	2 547 491,34	279 533,50	114 891,85	164 641,65	2 382 849,69	C DEPOTS ET CONSIGN
00359473	INVESTISSEMENT 2012 CONTRAT N°00359473	15	5,00	2 500 000,00					0,00	C.R.C.A.
00399173-CO8177	EMPRUNT 2014 SUITE A RENEGO 00399173-CO8177	25	3,34	5 329 982,55	5 063 483,42	379 649,35	166 450,03	213 199,32	4 850 284,10	CREDIT AGRICOLE CIB
123175	EMPRUNT 123175 INVESTISSEMENT 2014	20	0,75	1 272 954,00	1 193 394,37	72 419,16	8 771,44	63 647,72	1 129 746,65	C.R.C.A.
MON502331EUR.0502538/001 38	MON502331EUR.0502538/001 INVESTISSEMENT 2015	20	2,13	2 000 000,00	1 925 000,00	140 203,76	40 203,76	100 000,00	1 825 000,00	LA BANQUE POSTALE
		Totaux		36 596 746,89	22 403 946,46	2 421 337,04	841 761,21	1 579 575,83	20 824 370,63	

ZONES AMENAGEMENT

Contrat / Libellé		Durée (année)	Taux %	Dettes à l'origine	Capital au 01/01/2016	Annuité	Intérêts + frais	Capital	Capital au 31/12/2016	Organisme prêteur
070235	LABERAUDIE	21	3,81	1 000 000,00	763 810,00	74 988,28	29 088,18	45 900,10	717 909,90	C.R.C.A.
TOTAUX				1 000 000,00	763 810,00	74 988,28	29 088,18	45 900,10	717 909,90	

IMMOBILIER ENTREPRISES

Contrat / Libellé		Durée (année)	Taux %	Dettes à l'origine	Capital au 01/01/2016	Annuité	Intérêts + frais	Capital	Capital au 31/12/2016	Organisme prêteur
05108427	Travaux bâtiments LMK (E5)	14	5,33	365 877,64	8 902,16	9 024,47	122,31	8 902,16	0,00	BANQUE POPULAIRE OCCITANE
		TOTALUX		365 877,64	8 902,16	9 024,47	122,31	8 902,16	0,00	

Collecte déchets menagers

Contrat / Libellé		Durée (année)	Taux %	Dettes à l'origine	Capital au 01/01/2016	Annuité	Intérêts + frais	Capital	Capital au 31/12/2016	Organisme prêteur
200085156C	GLOBALISATION CE 6/10	7	4,52	377 583,04	324 730,78	64 123,30	14 677,83	49 445,47	275 285,31	C EPARGNE MIDI PYRE
200085156	GLOBALISATION CE 4/10	7	3,95	270 337,78	235 923,43	42 882,56	8 818,53	34 064,03	201 859,40	C EPARGNE MIDI PYRE
6531621	PRET GLOBALE 1/2003	3	4,15	179 657,06	122 189,28	64 923,55	5 070,86	59 852,69	62 336,59	C EPARGNE MIDI PYRE
LT069172-060172	PRET GLOBALE 2006 1ERE TRANCHE	8	2,53	500 000,00	437 500,00	69 822,90	11 068,75	58 754,15	378 745,85	C.R.C.A.
LT069173	PRET GLOBALE 2006 2EME TRANCHE	9	2,53	500 000,00	437 500,00	62 817,25	11 068,75	51 748,50	385 751,50	C.R.C.A.
12490937465	RENEGOCIATION EMPRUNT CRCA 2006 (E46)	2	4,11	38 104,57	16 666,01	17 476,20	810,19	16 666,01	0,00	C.R.C.A.
TOTAL				1 865 682,45	1 574 509,50	322 045,76	51 514,91	270 530,85	1 303 978,65	

TRANSPORT COLLECTIF

Contrat / Libellé		Durée (année)	Taux %	Dettes à l'origine	Capital au 01/01/2016	Annuité	Intérêts + frais	Capital	Capital au 31/12/2016	Organisme prêteur
65330514259	Acquisition d'un bus Setra Reva 2008 (E12)	8	3,97	126 000,00	17 848,61	18 492,19	643,58	17 848,61	0,00	C.R.C.A.
44698773128	Acquisition bus	7	2,08	150 000,00	10 714,33	10 797,76	83,43	10 714,33	0,00	C.R.C.A.
808821	INVESTISSEMENT 2011	10	4,21	612 400,00	412 180,98	75 349,88	16 430,75	58 919,13	353 261,85	C EPARGNE MIDI PYRE
MON502330EUR	INVESTISSEMENT 2014	10	1,61	330 000,00	305 250,00	37 715,29	4 715,29	33 000,00	272 250,00	LA BANQUE POSTALE
MON500045EUR	MON500045EUR 2014	10	2,55	487 300,00	414 205,00	58 826,25	10 096,25	48 730,00	365 475,00	LA BANQUE POSTALE
TOTAL				1 705 700,00	1 160 198,92	201 181,37	31 969,30	169 212,07	990 986,85	

SMOCS PRINCIPAL

Contrat / Libellé		Durée (année)	Taux %	Dettes à l'origine	Capital au 01/01/2016	Annuité	Intérêts + frais	Capital	Capital au 31/12/2016	Organisme prêteur
pret 200085240	assainissement 100%	12	2,46	626 201,88	325 579,89	59 532,36	8 009,27	51 523,09	274 056,80	C EPARGNE MIDI PYRE
99085080-001	emprunt 99085080-001 ass 5% loc 72%	9	1,62	123 762,16	59 301,04	15 318,98	960,68	14 358,30	44 942,74	C EPARGNE MIDI PYRE
99085080-002	emprunt 99085080-002 ass 5% loc 72%	9	1,89	128 444,55	62 706,14	16 263,96	1 185,15	15 078,81	47 627,33	C EPARGNE MIDI PYRE
99085080-003	emprunt 99085080-003 ass 13% loc 47%	10	1,58	224 557,93	125 220,52	25 867,16	1 978,48	23 888,68	101 331,84	C EPARGNE MIDI PYRE
MIN174360E	emprunt MIN174360E loc 17% ass 18%	11	3,72	239 224,50	146 084,68	26 124,13	3 374,56	22 749,57	123 335,11	DEXA - CLF
TOTAL				1 342 191,02	718 892,27	143 106,59	15 508,14	127 598,45	591 293,82	

SMOCS INFRASTRUCTURE

Contrat / Libellé		Durée (année)	Taux %	Dettes à l'origine	Capital au 01/01/2016	Annuité	Intérêts + frais	Capital	Capital au 31/12/2016	Organisme prêteur
99085080-001 infra	pret 99085080-001 ass 5% loc 72% infra 23%	10	2,43	40 473,96	17 704,01	4 573,85	286,80	4 287,05	13 416,96	C EPARGNE MIDI PYRE
99085080-002 inf	99085080-002 ass 5% loc 72% et infra 23%	10	2,68	41 852,50	18 730,28	4 822,78	307,18	4 515,60	14 214,68	C EPARGNE MIDI PYRE
pret 99085080-003inf	pret 99085080-003 ass 13% loc 47 % et infra 40%	11	2,68	161 207,54	83 566,62	17 259,96	1 320,35	15 939,61	67 627,01	C EPARGNE MIDI PYRE
200385009 infra	pret 200385009 infra 100%	8	3,40	139 532,79	41 996,15	21 460,96	1 066,32	20 394,64	21 601,51	C EPARGNE MIDI PYRE
20006188 infra	pret 20006188 infra 100%	12	2,91	582 980,11	316 485,15	53 027,05	1 523,88	51 503,17	264 981,98	C EPARGNE MIDI PYRE
MIN174360E	MIN174360E 65% INFRA	12	2,54	482 645,95	277 867,48	49 979,36	7 057,83	42 921,53	234 945,95	DEXA - CLF
LT030170/007	LT030170/007 INFRA 100%	19	0,53	503 000,00	193 000,00	21 820,12	4 006,53	17 813,59	175 186,41	BFT
LT070159	LT070159 INFRA 100%	10	0,68	746 650,00	339 070,00	83 603,48	6 516,05	77 087,43	261 982,57	BFT
80061991017	Emprunt 80061991017	12	2,05	1 060 000,00	680 531,81	98 302,28	13 313,32	84 988,96	595 542,85	C.R.C.A.
TOTAL				3 758 342,85	1 968 951,50	354 849,84	35 398,26	319 451,58	1 649 499,92	

SMOCS AERO

Contrat / Libellé		Durée (année)	Taux %	Dettes à l'origine	Capital au 01/01/2016	Annuité	Intérêts + frais	Capital	Capital au 31/12/2016	Organisme prêteur
207780	TRAVAUX AERODROME 2014	15	2,77	500 000,00	466 666,68	45 913,74	12 580,42	33 333,32	433 333,36	C.R.C.A.
4570132	EMPRUNT HANGAR 2015	15	2,54	260 000,00	260 000,00	21 192,35	6 760,78	14 431,57	245 568,43	C EPARGNE MIDI PYRE
TOTAL				760 000,00	726 666,68	67 106,09	19 341,20	47 764,89	678 901,79	
TOTAL SMOCS				5 860 533,87	3 414 510,45	565 062,52	70 247,60	494 814,92	2 919 695,53	
%PARTICIPATION CAGC				54,50%	3 193 990,96	1 860 908,20			1 591 234,06	

SMOCUC

Contrat / Libellé	Durée (année)	Taux %	Dettes à l'origine	Capital au 01/01/2016	Annuité	Intérêts + frais	Capital	Capital au 31/12/2016	Organisme prêteur
5060594 REABILITATION DU SITE DE LIUFM	25	1.75	2 484 562,26	2 484 562,26	116 826,29	43 479,83	73 346,46	2 411 215,80	C DEPOTS ET CONSIGN
TOTALUX			2 484 562,26	2 484 562,26	116 826,29	43 479,83	73 346,46	2 411 215,80	
% de participation CAGC			55%	1 366 509,24	1 366 509,24			1 326 168,69	

Au 31/12/2015, l'analyse des encours de la dette du budget principal (hors OM), fait ressortir les éléments suivants :

- l'encours de la dette (BP) au 31/12/2015 s'élève à 22,4 M € soit 490 €/hab DGF ;
- l'annuité de la dette 2015 par rapport aux recettes réelles de fonctionnement 2015 s'élève à 9,9% la zone de risque se situant à 20%.
- notre capacité de désendettement s'établit à 6 ans, le seuil d'alerte (zone rouge) se situant à 15 ans.

Comparatif avec les encours antérieurs Budget principal + ordures ménagères :

K€	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Encours Budget principal+ OM au 31.12	16 145	17 362	25 951	24 113	23 886	23 977
Epargne brute	3 662	4 699	2 740	2 602	4 120	3 978
Ratio = ENCOURS au 31/12 / EPARGNE BRUTE	4,4	3,7	9,5	9,3	5,8	6,0

H Evolution des effectifs et Schéma de mutualisation

Année 2013

- 1^{ER} Septembre 2013 : création d'un service commun Conseil Emploi Compétences avec la Ville de Cahors : incorporation de 2 agents

Année 2014

- 1^{er} Janvier 2014 : dissolution Communauté de Communes de Lot Célé et agrandissement de notre territoire (+ 7 communes) : incorporation de 4 agents :
- Création d'un service commun Informatique et Système d'Information avec la ville de Cahors : incorporation de 4 agents
- 1^{ER} Septembre 2014 : création d'un centre d'exploitation voirie à Saint Gély suite extension de notre territoire : 1 internalisation prestation entreprise et 1 incorporation d'agent.
- Ouverture Divonéo : 2 MNS, 1 à l'accueil (temps incomplet), 1 gardien
- 1 agent aux finances + 1 agent à l'informatique

ANNEE 2015

- 1^{er} Juillet création de l'EPIC REC (transfert de la Ville de Cahors) : incorporation de 3 agents
- Mutualisation des services supports (Ressources Humaines, Secrétariat Général, Finances, Communication, Commande Publique) : incorporation de 28 agents
- suite reprise en régie de 10 communes en collecte OM : incorporation de 2 agents
- Fermeture restaurant administratif : réaffectation de 3 agents
- 2 départs en retraite non remplacés (Médiathèque –Sports)
- 2 fins d'apprentissage non remplacées (restauration collective)
- 1 disponibilité non remplacée (Médiathèque)
- 1 mutation non remplacée (Voirie)
- Plusieurs agents partis dont les recrutements sont en cours ou reportés sur 2016 (DGST, Directeur Aménagement...)

ANNEE 2016

- Mise à disposition ascendante et descendante de service entre la Communauté et la Ville de Cahors :
 - o Au 1^{er} Janvier : Pôle Technique : Direction des bâtiments, Direction de la voirie et des espaces publics, Direction des grands projets, Service parc automobile

- Prévion 1° trimestre 2016 : Service Accueil Général, Pôle Aménagement, Direction de l'Attractivité
- Prévion 2° trimestre : Pôle culture, Direction de l'Habitat et de la cohésion sociale
- Rééquilibrage des pôles suite aux diverses restructurations de service (à coût constant) :
 - 1 poste aux archives (mobilité interne)
 - 1 poste aux RH (mobilité interne)
 - 1 poste au garage (internalisation des prestations)
- Remplacement des agents manquants ou partis en 2015:
 - 1 emploi avenir community-manager
 - 1 adulte relais réussite éducative (financement politique de la ville)
 - 1 DGST
 - 1 Directeur de l'Aménagement
 - 1 poste au foncier
- 1 retour disponibilité
- 2 départs non remplacés :
 - 1 départ en retraite à la Médiathèque
 - 1 départ d'agent par radiation non remplacé (Restauration collective)
- 2 recrutements :
 - 1 poste aux politiques contractuelles
 - 1 poste de Directeur du Développement

TABLEAUX RECAPITULATIFS

Année	Effectif au 31/12	
	Nombre réel	Sans mutualisation ni transferts
2013	282	280
2014	298	290
2015	316	283
2016 (prévisionnel)	323	290

Le prévisionnel 2016 retrouve les effectifs de 2014, conséquence d'une année (2015) au cours de laquelle un certain nombre de remplacements n'avait pas été opéré dans l'attente de la réorganisation des services et au titre des efforts financiers à réaliser. Pour l'essentiel, l'effectif prévu en 2016 démontre les moyens mis en œuvre pour le développement du territoire (Directeur du développement, Directeur de l'aménagement, Directeur général des Services Techniques, Foncier et politiques contractuelles)

III - PROSPECTIVE

A- EVOLUTION DE NOTRE CAPACITE A INVESTIR

DOB 2016						
K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Produits de fct courant	31 778	30 721	30 734	30 454	30 928	31 364
- Charges de fct courant	26 830	25 664	26 372	26 900	27 311	27 790
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	4 948	5 057	4 362	3 553	3 617	3 574
+ Solde exceptionnel large	106	-197	-80	-60	-60	-60
= Produits exceptionnels larges*	215	45	30	30	30	30
- Charges exceptionnelles larges*	110	242	110	90	90	90
= EPARGNE DE GESTION (EG)	5 054	4 860	4 282	3 493	3 557	3 514
- Intérêts	934	882	900	1 004	1 129	1 161
= EPARGNE BRUTE (EB)	4 120	3 978	3 382	2 489	2 428	2 353
- Capital	1 895	1 909	2 000	2 104	2 346	2 532
= EPARGNE NETTE (EN)	2 225	2 069	1 382	385	82	-179

La collectivité doit donc se mettre en capacité de stabiliser son épargne nette à 1M€ en augmentant ses recettes de fonctionnement et /ou en diminuant ses charges de fonctionnement pour pouvoir financer le plan pluriannuel d'investissement.

L'effort à réaliser sur la section de fonctionnement s'élève à 1,8 M€ à l'horizon de 2019, en complément des 1,3 M€ déjà économisés, cela démontre l'ampleur des efforts complémentaires à effectuer

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Oprérations d'investissements	8 869	5 327	9 000	6 000	6 000	5 000
Subventions yc DETR	2 295	773	1 629	1 788	886	777
soit reste à charge / opérations	6 573	4 554	7 371	4 212	5 114	4 223
EPARGNE NETTE	2 225	2 069	1 382	385	82	-179
Ressources propres d'inv. (RPI)	1 883	1 007	1 291	1 317	678	601
Opérations pour compte de tiers (Rec)	55	0	0	0	0	0
Emprunt	1 667	2 000	4 000	2 500	3 000	3 500
Variation de l'excédent global	-743	521	-698	-10	-1 354	-301
Excédent Global de Clôture (EGC)	2 819	3 341	2 643	2 633	1 279	978
Encours au 31.12	23 886	23 977	25 977	26 373	27 027	27 995
Epargne brute	4 120	3 978	3 382	2 489	2 428	2 353
ENCOURS au 31/12 / EPARGNE BRUTE	5,8	6,0	7,7	10,6	11,1	11,9

Ci-dessous, le tableau des investissements proposés pour 2016, afin de s'en tenir au 9M€ figurant dans le tableau ci-dessus, des choix complémentaires devront être opérés parmi les opérations listées.

C – PROPOSITIONS INVESTISSEMENTS POUR L ANNEE 2016- Budget principal

	DEPENSES D INVESTISSEMENT			RECETTES D INVESTISSEMENT		
OPERATIONS	Report	Proposition Budget 2016	Total budget (report + nouveau)	Report	Proposition Budget 2016	Total budget (report + nouveau)
21 MATERIEL VOIRIE	178 000,00	225 000,00	403 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
25 ECOLE DE MUSIQUE	599,00	103 900,00	104 499,00	0,00	0,00	0,00
35 MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	47 339,07	200 000,00	247 339,07	0,00	16 900,00	16 900,00
45 PISCINE ARCHIPEL	47 000,00	20 000,00	67 000,00	0,00	0,00	0,00
57 CUISINE CENTRALE	0,00	77 016,00	77 016,00	0,00	0,00	0,00
78 AIRE DE GRAND PASSAGE	15 156,50	1 000,00	16 156,50	11 188,52	0,00	11 188,52
85 PLU	4 200,00	46 301,00	50 501,00	0,00	0,00	0,00
88 ESPACE DES CONGRES	0,00	6 000,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00
141 PROGRAMME VOIRIE IC	15 818,52	0,00	15 818,52	0,00	0,00	0,00
142 MEDIATHEQUE	2 880,00	5 500,00	8 380,00	0,00	0,00	0,00
147 OPAH	37 355,00	0,00	37 355,00	0,00	0,00	0,00
150 SIG	12 399,52	15 600,00	27 999,52	1 355,00	6 395,00	7 750,00
151 MATERIELS ET OUTILLAGES TECHNIQUES	3 425,60	20 600,00	24 025,60	0,00	0,00	0,00
152 COMPLEXE ILBERT	70 512,14		70 512,14	0,00	0,00	0,00
156 DIVERS TRAVAUX BATIMENTS	11 133,00	314 000,00	325 133,00	0,00	0,00	0,00
157 EQUIPEMENTS SPORTIFS	3 294,00	10 000,00	13 294,00	0,00	0,00	0,00
161 AMENAGEMENT DES BERGES	80 403,20	19 000,00	99 403,20	13 000,00	0,00	13 000,00
165 AIDES A L IMMOBILIER	56 448,00	40 000,00	96 448,00	0,00	0,00	0,00
175 ETUDES LGVSEA	699,61	0,00	699,61	0,00	0,00	0,00
177 SIGNALIQUES	0,00	15 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
180 MAISON DU TOURSIME	46 220,31	0,00	46 220,31	0,00	0,00	0,00
193 PISCINE COUVERTE DIVONEO	344 458,79	0,00	344 458,79	0,00	0,00	0,00
198 AMENAGEMENT ENTREE SUD	0,00	774 000,00	774 000,00	0,00	30 400,00	30 400,00
202 TERRAIN SYNTHETIQUE DE FOOT	4 399,36	0,00	4 399,36	0,00	0,00	0,00
204 LAC VERT	0,00	1 964 928,45	1 964 928,45	0,00	641 420,28	641 420,28
206 SITE INTERNET	0,00	32 000,00	32 000,00	0,00	0,00	0,00
207 BANQUE DONNEES ROUTIERES	480,00	15 000,00	15 480,00	0,00	0,00	0,00
212 PROGRAMME VOIRIE DEGATS ORAGE 2010	5 817,82	0,00	5 817,82	0,00	0,00	0,00
217 PIG de lutte contre la précarité énergétique	16 522,00	0,00	16 522,00	30 950,00	0,00	30 950,00
220 PLU MULTICOMMUNAL	102 077,92	88 248,00	190 325,92	0,00	0,00	0,00
223 PROGRAMME VOIRIE	150 708,69	1 939 000,00	2 089 708,69	57 750,00	0,00	57 750,00
	0,00	380 000,00	380 000,00			0,00
226 OPERATION FACADE	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
228 ETUDE PRE OPERTIONNELLE ZAC HABITAT	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
229 CARTE GRAND PASS	16 766,59	40 000,00	56 766,59	0,00	0,00	0,00
232 PLAGE PTEROSAURES 2EME PHASE	128 060,63	120 445,06	248 505,69	0,00	235 000,00	235 000,00
234 PARC AUTO	0,00	4 000,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00
235 MATERIELS FESTIVITES	0,00	4 000,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00
238 OPAH RU 2014-2019	0,00	322 283,98	322 283,98	0,00	86 113,00	86 113,00
239 ATELIER TECHNIQUE ST GERY	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
240 FOURRIERE ANIMALE	0,00	719 497,50	719 497,50	0,00	162 000,00	162 000,00
241 PROJET DIGITAL	0,00	15 000,00	15 000,00	4 698,00	7 500,00	12 198,00
244 PLH	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
245 OFFICE DE TOURISME ST CIRQ LAPOPIE HT	0,00	437 707,44	437 707,44	0,00	265 705,00	265 705,00
246 LE CHAI	0,00	3 495 760,00	3 495 760,00	0,00	922 694,43	922 694,43
247 PLUI 2016-2020	0,00	152 124,00	152 124,00	0,00	0,00	0,00
248 SCHEMA DE DEV ET TOURISME	0,00	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00
249 RESERVES FONCIERES	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
250 LEGUMERIE	0,00	165 000,00	165 000,00		0,00	0,00
251 GOLF	0,00	15 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
252 MISE EN ACCESSIBILITE	0,00	70 000,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00
253 SCHEMA DIRECTEUR ESPACES PUBLICS TERRE ROUGE	0,00	35 000,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00
254 EVOLUTION DOCUMENT D URBANISME	0,00	45 000,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL OPERATIONS	1 402 175,27	12 117 911,43	13 520 086,70	118 941,52	2 399 127,71	2 518 069,23

IV - LES BUDGETS ET STRUCTURES ANNEXES

a. Budget annexe service public d'assainissement non collectif (SPANC)

En 2014, la subvention du budget principal versée au budget annexe s'élevait à 69 498€, celle de 2015 est de l'ordre de 69 000 €.

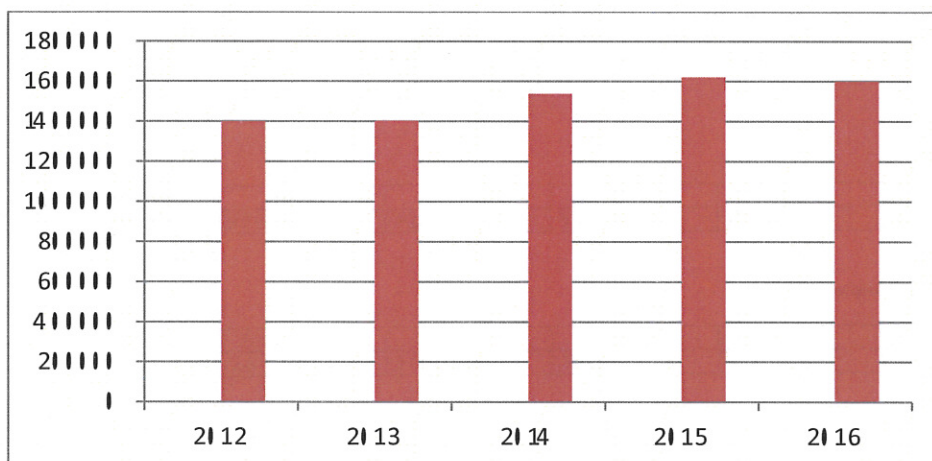
. En 2016, le nombre de diagnostics réalisés sera augmenté à hauteur de 1200, afin de diminuer aux alentours 63 000€ la subvention d'équilibre (chiffre calculé en décembre en fonction des informations disponibles sur le budget prévisionnel et présenté en commission environnement). Le retard sur les installations "non facturables " sera rattrapé d'ici fin 2017

b. Budget annexe Transports collectifs

Transport urbain : le renouvellement de la délégation de service public est intervenu au 1^{er} juillet 2013. En complément de la desserte urbaine, une ligne intercommunale a été mise en œuvre courant d'année 2014 ainsi qu'une navette sur la commune de St Cirq Lapopie. Ce budget est financé par le Versement Transport (VT) et une subvention d'équilibre.

Zoom VT

Le taux du VT de 0.60% a été voté par délibération du 21 janvier 2014 avec une harmonisation sur 3 ans pour les 9 communes adhérentes depuis le 1^{er} janvier 2013 qui s'achèvera au 1^{er} juillet 2016. Cette taxe est assise sur la masse salariale de l'année N des entreprises et de ce fait, des fluctuations peuvent apparaître sans qu'il ne soit possible de les prévoir au moment du vote du budget primitif. La loi de finances 2016 a augmenté le seuil de cotisations des entreprises à plus de 11 salariés à compter du 1^{er} janvier 2016, à la place des 9 salariés en 2015. La perte des recettes est estimée à 40 000€, partiellement compensée par l'Etat.



En 2015, le montant du VT s'est élevé à 1 621 000€. Sous réserve d'une compensation partielle de la baisse des bases du VT, le montant estimé pour 2016 devrait être de 1 600 000€.

Ainsi, le VT ne couvre que les dépenses de fonctionnement courant hors renouvellement des équipements (amortissement et annuité dette).

Subvention d'équilibre

Pour 2015, le supplément de VT encaissé et la renégociation à la baisse de la DSP a permis de maintenir une subvention d'équilibre à 240 000 €. Pour 2016, la modification à la baisse des bases de VT ainsi que la maintenance du système information voyageurs, devrait avoir pour conséquence le versement d'une subvention estimée à 300 000€

c. Structures annexes :

- Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) :
 - maintien de la subvention (hors CEJ fluctuant)
- Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) Office de Tourisme :
 - Recettes exceptionnelles en 2015 de 28 000€.
 - Fin subvention pour emploi aidé suite à intégration : - 28 000€ (recettes)
- Syndicat mixte ouvert de Cahors Sud (SMOCS) : maintien subvention
- Syndicat mixte ouvert du Campus universitaire cadurcien (SMOCUC) : maintien subvention
- Syndicat mixte fermé du Schéma de Cohérence territoriale du Pays de Cahors et du Sud du Lot (SCOT) : maintien subvention
- Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial Régie Culturelle (EPIC REC) :
 - Maintien Subvention hors CLECT de Février
- Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Grand Quercy : créer en 2015
 - +10 000€ environ par rapport à la participation versée au Pays de Cahors et Sud du Lot

Le Grand Cahors a subventionné ces structures à hauteur de 1,9 M€ en 2015

Evolution des participations aux structures annexes :

CIAS

Transfert initial 344 782 €

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	prévision 2016
Montant subvention équilibre	512 731 €	442 103 €	418 727 €	466 364 €	488 606 €	472 000 €	500 000 €
recettes		1 017 882 €	1 053 058 €	1 082 416 €	1 119 524 €		
part subv / total recettes		43%	40%	43%	44%		

EPIC TOURISME : Cahors et St Cirq Lapopie

Transfert initial 232 917 €

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	prévision 2016
Montant subvention équilibre	307 190 €	205 228 €	316 801 €	354 212 €	477 760 €	471 695 €	510 000 €
recettes		421 360 €	640 016 €	753 410 €	1 012 737,57		
part subv / total recettes		49%	49%	47%	47%		

SMOCS (participation 54.5%) - Cahors Sud

Transfert initial 285 800 €

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	prévision 2016
Montant participation	421 598 €	517 843 €	493 631 €	492 962 €	469 525 €	465 680 €	470 000 €

SMO CUC (participation 55%) - Campus universitaire

	2012	2013	2014	2015	prévision 2016
Montant participation	31 289 €	131 292 €	135 339 €	140 530 €	141 000 €

SCOT

	2012	2013	2014	2015	prévision 2016
Montant participation	33 130 €	74 107 €	79 014 €	79 014 €	79 014 €

EPIC REC - DOCKS

	2015	prévision 2016
Montant subvention équilibre	226 000 €	226 000 €

hors CLECT Feb 16

PETR

(participation prorata pop)

	2015	prévision 2016
Montant de participations		68 969 €

(subvention Pays de Cahors et Sud du Lot en 2015)

V – SYNTHÈSE

La force de notre collectivité réside dans sa capacité à anticiper et à ne pas subir. La politique financière du Grand Cahors est pluri annuelle et les prévisions à 2 à 3 années sont réalistes.

Depuis 2014 nous savions que nos recettes baisseraient et nos dépenses au mieux allaient être contenues. L'objectif prioritaire était donc la maîtrise des charges de fonctionnement.

Nous savions également qu'à échéance 2017 la DGF perçue baisserait de trois millions d'euros.

Nos objectifs de 2015 étaient :

Réaliser au moins un million d'épargne nette

Contenir l'emprunt à 2 millions d'euros

Limiter nos investissements entre 5 et 6 millions d'euros

Ces objectifs ont été tenus, grâce à une rationalisation de nos dépenses et une optimisation de nos recettes. Pour résorber ce manque à gagner de 3 millions d'euros on peut dire qu'en 2015 nous avons diminué de **800 000 €** les dépenses de fonctionnement et récupérés **300 000 €** de recettes de fonctionnement supplémentaires.

Concrètement nous devons trouver **1,8 millions d'euros complémentaires à horizon 2019**.

Comment ? Ce sera notre plan d'actions 2016 :

- 1 Des **économies sur le fonctionnement** ; nous en ferons encore (vente Blanchard, maîtrise des subventions des structures annexes etc.) mais nous arrivons quasiment au maximum de nos possibilités.
- 2 **Reconduire la répartition dérogatoire du FPIC** pour que la communauté puisse conserver la montée en puissance du FPIC (+501k€ par rapport à la répartition de droit commun) de sorte à ne pas pénaliser les communes par une diminution de recettes (éviter la suppression de la DSC). Ainsi, les communes conserveront le même niveau de recettes qu'en 2014 FPIC+DSC.
- 3 Abandonner des compétences pourquoi pas ! mais quelles compétences ? et quels gains réels et à court terme du point de vue des charges de personnel ? C'est à étudier.
- 4 **Restreindre l'investissement** : c'est obligatoire, les premiers chiffres correspondent à 11 millions d'investissements. Nous serons obligés de les ramener pour 2016 aux alentours de 9 millions d'euros, étant entendu qu'il faudra composer avec les opérations déjà engagées pour 7 M€. Cela signifie également qu'en 2016 pour couvrir le plan d'investissement nous serons obligé d'emprunter au moins **4 millions d'euros**.

Le catalogue général des opérations du mandat propose un montant d'investissements de l'ordre de 51 millions d'euros sur lesquels il reste un solde à financer de plus de 32 millions d'euros. **Compte tenu des contraintes financières de notre collectivité, des arbitrages sévères devront être effectués sur la programmation de ces investissements.**

- 5 Le levier fiscal ? Les efforts et les économies réalisés nous permettent de ne pas augmenter la fiscalité cette année. Cette option pourrait toutefois devenir incontournable à l'avenir en jouant sur la taxe d'habitation voire le foncier bâti pour couvrir d'une part la régularisation du transfert de l'urbanisme effectué en 2015 et d'autre part pour combler le déficit occasionné par la baisse de DGF. Il est bien évident que si nous avons, en 2016, un contexte financier plus favorable sur nos recettes, la question pourrait se poser en d'autres termes

Annexes :

A - TABLEAUX DE BORD

BUDGET PRINCIPAL + OM

RECETTES	2010	% / au RRF	2011	% / au RRF	2012	% / au RRF	2013	% / au RRF	2014	% / au RRF	2015	% / au RRF
64 Charges de personnel (Remboursement)	201 394	0,77%	224 189	0,78%	263 584	0,91%	137 001	0,46%	106 738	0,33%	114 870	0,37%
70 Produit des services	2 584 234	9,86%	2 840 794	9,85%	3 432 909	11,91%	3 480 745	11,70%	3 765 382	11,77%	4 012 830	13,03%
73 Impôts et taxes (TP-TEOM)	14 689 829	56,06%	17 000 775	58,97%	16 517 316	57,28%	17 421 677	58,55%	19 553 309	61,12%	19 380 704	62,94%
Contributions directes	9 563 073	36,49%	11 660 737	40,45%	10 748 129	37,28%	11 314 193	38,02%	12 374 113	38,68%	12 367 118	40,16%
TEOM	4 533 162	17,30%	4 719 408	16,37%	4 928 956	17,09%	5 156 908	17,33%	5 832 473	18,23%	5 909 239	19,19%
Taxe de séjour	86 878		114 403		117 536		130 896		195 952		204 042	
Autres	506 716		506 226		722 695		819 680		1 150 771		900 305	
74 Dotations subventions* (DGF, compensation TP, département ..)	7 687 552	29,34%	7 771 918	26,96%	8 228 529	28,54%	8 388 170	28,19%	8 200 232	25,63%	7 110 986	23,09%
DGF interco	4 488 201	17,13%	4 529 174	15,71%	4 561 240	15,82%	4 770 224	16,03%	4 582 695	14,32%	3 635 935	11,81%
DGF compensation	2 889 960	11,03%	2 786 281	9,66%	2 745 853	9,52%	2 703 906	9,09%	2 708 229	8,47%	2 649 123	8,60%
Allocations compensatrices de fiscalité					411 751		397 478		312 745		350 670	
Autres participations	309 391		456 463		509 685		516 562		596 563		475 258	
75 Autres revenus (immeubles ..)	129 834	0,50%	229 654	0,80%	243 737	0,85%	141 882	0,48%	150 593	0,47%	122 364	0,40%
76 Produits de participations	3 857	0,01%	16 515	0,06%	5 894	0,02%	5 494	0,02%	5 124	0,02%	4 736	0,02%
RECETTES DE GESTION COURANTES	25 296 701		28 083 844		28 691 970		29 574 970		31 781 379		30 746 491	
77 Produits exceptionnels	908 921	3,47%	746 745	2,59%	142 468	0,49%	182 480	0,61%	204 191	0,64%	44 067	0,14%
78 Reprises sur amortissement et provisions									6 000	0,02%	2 000	0,01%
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	26 205 622		28 830 589		28 834 438		29 757 450		31 991 570		30 792 558	
002 résultat antérieur reporté	1 642 544		3 360 350		5 451 882		3 457 680		3 283 397		3 320 085	
042 op ordre	329 401		480 514		434 172		367 586		739 561		356 587	
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT	28 177 566		32 671 453		34 720 492		33 582 716		36 014 528		34 469 231	

BUDGET PRINCIPAL + OM

DEPENSES	2010	%/ au DRF	2 011	%/ au DRF	2 012	%/ au DRF	2 013	%/ au DRF	2 014	%/ au DRF	2 015	%/ au DRF
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	6 797 335	31,27%	6 981 828	29,01%	9 018 885	34,65%	9 012 409	33,20%	9 170 712	32,43%	8 415 282	31,40%
012 CHARGES DE PERSONNEL	8 214 164	37,78%	8 873 313	36,87%	9 486 656	36,45%	9 887 987	36,43%	10 827 127	38,29%	11 147 742	41,60%
014 ATTENUATION DE PRODUITS	3 539 637	16,28%	3 884 587	16,14%	3 266 747	12,55%	3 200 259	11,79%	2 980 223	10,54%	1 916 520	7,15%
65 Autres charges de gestion (subvention, contributions,...)	2 521 820	11,60%	3 075 766	12,78%	3 265 291	12,54%	3 619 589	13,33%	3 854 959	13,63%	4 197 000	15,66%
DEPENSES DE GESTION COURANTE	21 072 956		22 815 494		25 037 578		25 720 245		26 833 020		25 676 544	
66 Charges financières	649 244	2,99%	587 163	2,44%	855 424	3,29%	1 298 146	4,78%	1 351 707	4,78%	922 628	3,44%
	21 722 200		23 402 657		25 893 003		27 018 391		28 184 726		26 599 172	
67 Charges exceptionnelles (subvent équipements, budgets annexe)	17 116		664 026		3 524		87 810		88 703		102 906	
68 Dotation provisions	0		0		132 500		39 742		1 149		98 316	
TOTAL DEPENSES REELLES FONCTIONNEMENT	21 739 316		24 066 683		26 029 027		27 145 943		28 274 579		26 800 395	
002 déficit antérieur	0		1 827		0		0		0		0	
67 op d ordre	161 824		768 497		115 201		9 116		0		1100	
68 Dotation aux amortissements	830 156		913 431		1 118 584		1 029 073		1 179 330		1 057 096	
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT	22 731 297		25 750 437		27 262 812		28 184 132		29 453 909		27 858 591	

B- La fiscalité du bloc communal 2015 sur le territoire du Grand Cahors

Le produit fiscal sur le territoire du Grand Cahors (communes + Communauté) représente 35,7M€ en 2015 :

- 20% au titre de la fiscalité des entreprises
- 80% de fiscalité provenant des ménages dont :
 - o 82% des produits encaissés par les communes
 - o et 22% par la communauté .

TAXE HABITATION

COMMUNE	TAXE HABITATION - 2015						total produit TH perçu par les CT sur le territoire
	Base TH	Taux TH communal	Produit TH communal	Base TH CAGC	différence de Base	Produit CAGC- taux 8,18% avant abattement	
ARCAMBAL	1 163 835	9,19	115 793	1 169 767	- 94 168	864 37	192 230
BOISSIERES	4 38 121	12,19	52 957	398 995	- 39 125	32 239	85 195
BOUZIES	171 713	7,16	12 223	161 926	- 8 787	13 184	25 307
CABRERETS	4 22 141	9,12	38 168	395 626	- 264 15	31 967	70 035
CAHORS	34 341 536	16,55	5 683 524	32 359 499	- 1 982 137	2 614 648	8 298 172
CAILLAC	753 717	14,71	111 796	698 337	- 55 381	564 26	167 222
CALAMANE	4 65 711	11,85	55 186	416 617	- 49 194	33 662	88 847
CATUS	953 131	17,68	168 513	964 793	- 11 663	77 955	246 469
CIEURAC	519 112	2,14	11 588	464 565	- 54 437	37 537	48 124
COURS	325 871	9,13	294 26	3284 73	- 2 612	26 541	55 967
CRAYSSAC	818 311	8,28	66 928	734 728	- 73 582	59 366	126 294
DOUELLE	1 111 259	9,19	92 935	1 149 523	- 38 264	84 811	177 736
ESPERE	14 35 611	11,66	167 391	1 357 923	- 77 677	119 721	277 111
FONTANES	517 531	6,12	31 673	468 621	- 48 919	37 865	69 537
FRANCOULES	272 267	7,71	21 965	247 292	- 24 975	19 981	40 946
GIGOUZAC	261 814	15,71	41 115	235 586	- 26 228	19 135	60 140
LES JUNIES	385 175	11,16	38 749	357 182	- 28 193	28 852	67 601
LABASTIDE DU VERT	326 892	13,92	45 513	297 357	- 29 535	24 126	69 530
LABASTIDE MARNHAC	1 198 116	11,95	143 162	1 177 768	- 121 238	87 184	230 245
LAMAGDELAINE	1 146 231	9,41	984 51	1 134 711	- 884 81	91 685	190 135
LAROQUE DES ARCS	919 589	8,26	75 958	874 443	- 45 146	71 655	146 613
LHERM	417 476	7,81	31 783	384 419	- 23 157	31 161	62 844
MAXOU	316 125	11,18	32 171	285 148	- 31 877	23 141	55 211
MECHMONT	146 127	6,91	11 176	134 598	- 114 29	11 876	20 951
MERCUES	1 756 317	5,51	96 597	1 665 844	- 91 473	134 611	231 198
LE MONTAT	1 198 651	9,19	99 867	988 922	- 119 729	79 915	179 772
MONTGESTY	594 127	7,89	46 869	561 784	- 33 243	45 311	92 180
NUZEJOULS	373 931	15,38	57 511	336 656	- 37 275	27 212	84 712
PONTCIRQ	249 599	8,89	22 189	232 516	- 17 193	18 786	40 976
PRADINES	6 341 472	11,69	677 796	6 118 748	- 231 724	493 587	1 171 383
SAINT CIRQ-LAPOPIE	355 625	8,15	28 628	332 371	- 23 255	26 855	55 483
SAINT DENIS-CATUS	212 632	9,41	19 987	213 168	- 536	17 224	37 211
SAINT GERY	568 981	11,47	59 572	524 137	- 44 844	42 351	101 923
SAINT MEDARD-CATUS	284 788	8,83	25 147	266 112	- 18 786	21 493	46 640
ST PIERRE LAFEUILLE	553 785	14,17	784 71	521 871	- 32 915	42 186	120 558
TOUR DE FAURE	753 921	7,78	58 655	672 811	- 81 111	54 363	113 018
TRESPoux RASSIELS	4 65 267	11,37	52 911	4 21 248	- 45 119	33 956	86 857
VALROUFIE	676 232	9,22	62 349	629 131	- 47 211	51 826	113 174
VERS	323 967	7,91	25 593	288 613	- 35 364	23 319	48 913
total estimé	63 213 961		8 576 055	59 658 485	- 3 555 476	4 820 406	13 396 461
TAUX MOYEN		11,12			encaissé	4 821 417	
					abattement à la charge de la CAGC estimé à :	- 287 282	

Taxe Foncière

COMMUNE	TAXE FONCIERE BATI 2015			TAXE FONCIERE NON BATI 2015				Taxe additionnelle FNB - CAGC		Total TF encaissé par les CT sur le territoire
	Base TFB	Taux FB	Produit TFB communal	Base FNB	Taux FNB	Produit TFNB communal	Produit TFNB 7 à 9% CAGC	Base	Produit TA FNB - 134 %	
ARCAMBAL	695 818	18,13	125 461	14 548	127,59	18 562	1 090	2 049	2 746	14 785
BOISSIERES	257 778	21,69	55 912	9 399	235,8	22 163	704	1 199	1 607	80 386
BOUZIES	118 951	17,88	19 480	6 618	119,11	7 883	496	906	1 214	29 073
CABRERETS	281 649	20,11	56 640	8 360	139,85	11 691	626	187	251	69 208
CAHORS	28 905 197	38,25	11 056 238	69 596	163,34	113 678	5 213	36 592	49 033	11 224 162
CAILLAC	60 200 7	22,66	136 415	24 470	163,92	40 111	1 833	631	846	179 204
CALAMANE	267 305	21,59	57 711	8 150	147,74	11 893	603	3472	4 652	74 860
CATUS	812 830	21,81	177 278	15 134	147,88	22 380	1 134	1 574	2 109	20 290
CIEURAC	40 203 2	4,29	17 247	12 684	46,74	5 929	950	1 656	2 219	26 345
COURS	24 6561	18,15	44 504	6 674	98,96	6 605	500	173	232	51 841
CRAYSSAC	552 233	16,15	88 633	7 554	144,56	10 920	566	3 082	4 130	104 249
DOUELLE	711 749	19,20	136 656	17 306	138,88	24 035	1 296	796	1 067	163 053
ESPERE	876 719	24,65	216 111	5 067	217,66	11 029	380	895	1 199	228 719
FONTANES	944 842	11,60	10 960 2	19 268	115,61	22 276	144 3	3 903	5 230	138 551
FRANCOULES	168 084	12,11	20 187	6 517	97,74	6 331	488	41	55	27 061
GIGOUZAC	184 485	29,68	54 755	6 141	181,92	11 172	460	263	352	66 739
LES JUNIES	230 117	16,23	37 332	10 403	156,51	16 282	779	192	257	54 650
LABASTIDE DU VERT	200 137	25,82	51 675	5 439	259,38	14 108	407	160	214	66 405
LABASTIDE MARNHAC	710 644	22,15	156 697	14 015	202,18	28 322	1 050	2 775	3 719	189 787
LAMAGDELAINE	740 271	14,45	10 6969	9 477	152,66	14 468	710	753	1 009	123 156
LAROCHE DES ARCS	550 209	18,16	99 918	2 423	220,46	5 342	181	111	149	105 590
LHERM	223 814	13,86	31 021	10 229	129,64	13 261	766	137	184	45 231
MAXOU	182 765	18,89	34 524	5 159	164,65	84 94	386	178	239	43 644
MECHMONT	81 702	9,51	7 770	4 198	119,87	5 032	314	4	5	13 122
MERCUES	14 924 13	15,63	233 264	19 277	88,62	17 083	1 444	2 280	3 055	254 846
LE MONTAT	829 260	17,92	148 603	10 191	193,59	19 729	763	2 272	3 044	172 140
MONTGESTY	339 126	15,17	51 106	6 194	146,13	9 045	464	997	1 336	61 951
NUZEJOULS	222 320	23,69	52 668	4 958	179,89	8 919	371	597	800	62 758
PONTCIRQ	149 120	16,35	24 381	4 697	195,67	9 191	352	155	208	34 131
PRADINES	4 093 986	21,64	885 939	24 153	193,82	46 813	1 809	5 491	7 358	941 919
SAINT CIRQ-LAPIOPIE	269 390	15,80	42 564	7 723	103,31	7 979	578	761	1 020	52 140
SAINT DENIS-CATUS	197 074	22,98	45 288	8 580	131,22	11 259	643	1 279	1 714	58 903
SAINT GERY	352 565	24,87	87 683	12 229	159,77	19 538	916	2 088	2 798	110 935
SAINT MEDARD-CATUS	161 618	22,35	36 122	5 247	164,64	8 639	393	133	178	45 332
ST PIERRE LAFEUILLE	347 160	22,97	79 743	10 472	106,5	11 153	784	1 816	2 433	94 113
TOUR DE FAURE	4 33 758	17,52	75 994	13 898	141,27	19 634	1 041	343	460	97 129
TRESPoux RASSIELS	280 939	24,65	69 251	4 581	201,37	9 225	343	208	279	79 098
VALROUFIE	44 5464	14,58	64 949	13 223	129,4	17 111	990	2 771	3 713	86 763
VERS	228 121	19,19	43 548	3 907	129,11	5 044	293	271	363	49 248
total estimé	48 780 143		14 839 839	448 059		672 324	33 560	83 191	111 476	15 657 199
TAUX MOYEN		19,27			152,72		33 562		1114 78	

Fiscalité des entreprises : Contribution Economique Territoriale 2015

COMMUNE	CFE 2015 - taux voté 32,78%			Produit CVAE	TOTAL FISCALITE CET
	Base CFE	Base CFE ZAE	Produit CAGC		
ARCAMBAL	238 963		78 786	7511	86 297
BOISSIERES	48 656		16 509	3007	19 516
BOUZIES	27 550		8 350	3808	12 158
CABRERETS	66 557		21 817	1966	23 783
CAHORS	8 333 175		2 747 448	1514795	4 262 243
CAILLAC	256 929		81 883	22046	103 929
CALAMANE	20 617		6 498	1571	8 069
CATUS	149 056	4288	49 685	15175	64 860
CIEURAC	421 673		127 683	5954	133 637
COURS	299 427		98 152	25900	124 052
CRAYSSAC	133 935	10295	44 797	8610	53 407
DOUELLE	112 843		36 990	6807	43 797
ESPERE	113 835		37 531	15705	53 236
FONTANES	971 419		320 277	134539	454 816
FRANCOULES	9 635		2 903	612	3 515
GIGOUZAC	11 613	59036	21 326	2029	23 355
LES JUNIES	17 627		5 554	867	6 421
LABASTIDE DU VERT	24 144		7 695	640	8 335
LABASTIDE MARNHAC	80 570		26 564	8629	35 193
LAMAGDELAINE	384 408		126 739	19096	145 835
LAROCHE DES ARCS	52 890		17 438	1091	18 529
LHERM	15 728		4 789	5	4 794
MAXOU	21 069		6 325	3543	9 868
MECHMONT	2 119		620	0	620
MERCUES	663 833		218 866	60988	279 854
LE MONTAT	317 006		104 517	65350	169 867
MONTGESTY	29 143		9 200	3143	12 343
NUZEJOULS	6 342		1 932	29	1 961
PONT CIRQ	10 410		3 318	119	3 437
PRADINES	558 028		183 982	58601	242 583
SAINT CIRQ-LAPOPIE	92 330		30 266	8210	38 476
SAINT DENIS-CATUS	79 873		23 922	13114	37 036
SAINT GERY	51 447		16 864	4730	21 594
SAINT MEDARD-CATUS	11 341		3 564	2076	5 640
ST PIERRE LAFEUILLE	62 283		13 932	4302	18 234
TOUR DE FAURE	61 285		20 416	2548	22 964
TRESPoux RASSIELS	168 528		20 206	5310	25 516
VALROUFIE	91 369		55 243	9974	65 217
VERS	44 610		29 951	2945	32 896
total estimé	14 062 266	73 619	4 632 538	2045345	6 677 883

lissage en cours du taux

encaissé

4 632 538

33 686 198

35 731 543

14%

19%

Récapitulatif du produit de fiscalité sur le territoire par commune :

COMMUNE	HAB DGF 2015	TAXE HABITATION		TAXE FONCIERE BATI 2015	TAXE FONCIERE NON BATI		Taxe additionnelle FNB - CAGC	Total impôts ménage / hab	CFE 2015 - taux voté 32,78%	Produit CVAE	TOTAL CET	TOTAL FISCALITE
		Produit TH communal	Produit CAGC- taux 8,88%	Produit TFB communal	Produit TFNB communal	Produit TFNB 7,49% CAGC	Produit TA FNB- 134%		Produit CAGC			
ARCAMBAL	1117	105 793	86 437	125 461	18 562	1 090	2 746	384	78 786	7511	86 297	426 385
BOISSIERES	436	52 957	32 239	55 912	22 163	704	1 607	380	16 509	3007	19 516	185 097
BOUZES	147	12 223	13 084	19 480	7 883	496	1 214	370	8 350	3808	12 158	66 538
CABRERETS	319	38 068	31 967	56 640	11 691	626	251	436	21 817	1966	23 783	163 026
CAHORS	21788	5 683 524	2 614 648	11 056 238	113 678	5 213	49 033	896	2 747 448	1514795	4 262 243	23 784 577
CAILLAC	640	110 796	56 426	136 415	40 111	1 833	846	541	81 883	22046	103 929	450 355
CALAMANE	503	55 186	33 662	57 711	11 893	603	4 652	325	6 498	1571	8 069	171 776
CATUS	1043	168 513	77 955	177 278	22 380	1 134	2 109	431	49 685	15175	64 860	514 230
CIEURAC	507	10 588	37 537	17 247	5 929	950	2 219	147	127 683	5954	133 637	208 106
COURS	366	29 426	26 541	44 584	6 605	500	232	295	98 152	25900	124 052	231 859
CRAYSSAC	836	66 928	59 366	88 633	10 920	566	4 130	276	44 797	8610	53 407	283 950
DOUELLE	944	92 935	84 801	136 656	24 035	1 296	1 067	361	36 990	6807	43 797	384 586
ESPERE	1031	167 391	109 720	216 111	11 029	380	1 199	491	37 531	15705	53 236	559 066
FONTANES	510	31 673	37 865	109 602	22 276	1 443	5 230	408	320 277	134539	454 816	662 904
FRANCOULES	255	20 965	19 981	20 187	6 331	488	55	267	2 903	612	3 515	71 521
GIGOUZAC	282	41 105	19 035	54 755	11 172	460	352	450	21 326	2029	23 355	150 234
LES JUNIES	323	38 749	28 852	37 332	16 282	779	257	378	5 554	867	6 421	128 672
LABASTIDE DU VERT	313	45 503	24 026	51 675	14 108	407	214	434	7 695	640	8 335	144 270
LABASTIDE MARNHAC	1246	143 162	87 084	156 697	28 322	1 050	3 719	337	26 564	8629	35 193	455 225
LAMAGDELAINE	812	98 450	91 685	106 969	14 468	710	1 009	386	126 739	19096	145 835	459 125
LAROCHE DES ARCS	555	75 958	70 655	99 918	5 342	181	149	454	17 438	1091	18 529	270 732
LHERM	323	31 783	31 061	31 021	13 261	766	184	335	4 789	5	4 794	112 869
MAXOU	342	32 171	23 040	34 524	8 494	386	239	289	6 325	3543	9 868	108 723
MECHMONT	150	10 076	10 876	7 770	5 032	314	5	227	620	0	620	34 693
MERCUES	1085	96 597	134 600	233 264	17 083	1 444	3 055	448	218 866	60988	279 854	765 898
LE MONTAT	1144	99 867	79 905	148 603	19 729	763	3 044	308	104 517	65350	169 867	521 779
MONTGESTY	411	46 869	45 311	51 106	9 045	464	1 336	375	9 200	3143	12 343	166 474
NUZEJOULS	373	57 511	27 202	52 668	8 919	371	800	395	1 932	29	1 961	149 431
PONTCIRQ	211	22 189	18 786	24 381	9 191	352	208	356	3 318	119	3 437	78 544
PRADINES	3680	677 796	493 587	885 939	46 813	1 809	7 358	574	183 982	58601	242 583	2 355 885
SAINT CIRQ-LAPIOIE	362	28 628	26 855	42 564	7 979	578	1 020	297	30 266	8210	38 476	146 100
SAINT DENIS-CATUS	243	19 987	17 234	45 288	11 259	643	1 714	396	23 922	13114	37 036	133 150
SAINT GERY	529	59 572	42 350	87 683	19 538	916	2 798	402	16 864	4730	21 594	234 452
SAINT MEDARD-CATUS	208	25 147	21 493	36 122	8 639	393	178	442	3 564	2076	5 640	97 611
ST PIERRE LAFEUILLE	463	78 471	42 086	79 743	11 153	784	2 433	464	13 932	4302	18 234	232 905
TOUR DE FAURE	846	58 655	54 363	75 994	19 634	1 041	460	248	20 416	2548	22 964	233 111
TRESPoux RASSIELS	479	52 901	33 956	69 251	9 225	343	279	346	20 206	5310	25 516	191 471
VALROUFIE	556	62 349	50 826	64 949	17 111	990	3 713	360	55 243	9974	65 217	265 154
VERS	383	25 593	23 319	43 548	5 044	293	363	256	29 951	2945	32 896	131 057
total estimé	45761	8 576 055	4 820 406	14 839 839	672 324	33 560	111 476	635	4 632 538	2045345	6 677 883	35 731 543

ARRIVÉ le :
10 FEV. 2016
PREFECTURE DU LOT